



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

10/09/2026

Du CRIF aux colonialistes de « gauche », la vaste étendue des soutiens aux sionistes

Douze États occidentaux sanctionnent, non pas l'État colonial sioniste, mais les colons de Cisjordanie : beaucoup de bruit pour rien

Le communiqué du 8 septembre

Le 8 septembre, *Le Monde* publie un article: « Onze pays européens et le Canada sanctionnent la politique d'Israël en Cisjordanie qui menace de "détruire la solution à deux États". ». Effectivement, dans le sillage du Royaume-Uni, la France, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, l'Irlande, l'Islande, la Norvège, la Pologne, le Portugal, la Suède, et le Canada, imposent des sanctions sur les produits issus des colonies de Cisjordanie. [...] Une déclaration commune des ministres des Affaires étrangères parue le même 8 septembre l'explique. Considérant ceci : « les actions menées par le gouvernement d'Israël en Cisjordanie compromettent la possibilité d'une solution à deux États » et la situation : « se dégrade rapidement », les douze pays indiquent explicitement qu'ils proposeront des mesures nationales pour interdire le commerce de biens issus des colonies. Est notamment pointée du doigt « la décision inadmissible de publier des appels d'offre pour le projet de colonie E1 » prévoyant la construction de plus de 1 200 logements en Cisjordanie. Une mesure jugée par la philo-sioniste Kaja Kallas, « illégale en vertu du droit international ».

La volonté de certains États de l'UE de sanctionner l'entité coloniale sioniste, plus motivée par la conscience grandissante des peuples du monde de la nature fasciste et génocidaire de l'État colonial sioniste que par sympathie pour les Palestiniens, se heurte à l'opposition de certains États membres. A la fin des années 90, alors ministre des Affaires étrangères, le socialiste Hubert Védrine avait indiqué à des journalistes en marge d'un événement officiel : « A chaque fois que des sanctions sont proposées contre Israël, deux mains se lèvent pour s'y opposer, celles des ministres néerlandais et allemand. ». C'est manifestement toujours le cas, mais certains pays d'Europe de l'Est sont aussi de la partie.

La colère grandissante des travailleurs de ces douze pays oblige leurs gouvernements à hausser le ton. Il s'agit désormais d'une logique de sanctions visant l'ensemble des colonies, et non plus seulement quelques acteurs violents et organisations, tout en en rejetant la normalisation lente, sur laquelle l'entité coloniale sioniste a longtemps misé et qui a du plomb dans l'aile depuis que l'opération « Déluge d'Al-Aqsa » a remis la question palestinienne au centre des préoccupations de nombreux peuples.

Le rôle des Britanniques

Le gouvernement britannique a lancé l'affaire. Le nouveau ministre des Affaires étrangères, Ed Milliband a déclaré le même 8 septembre que la Grande Bretagne ne pouvait plus simplement dénoncer l'injustice et les souffrances du peuple palestinien. Et d'indiquer à la Chambre des communes que le gouvernement britannique allait instaurer "une interdiction d'importation des marchandises provenant des colonies illégales situées dans les territoires occupés", dans le cadre d'une initiative coordonnée avec d'autres pays. Londres a également annoncé des restrictions visant certains services et entreprises liés au développement des colonies. Il a accusé le gouvernement sioniste de « fermer les yeux » sur un « nettoyage ethnique » perpétré par des « colons terroristes » en Cisjordanie. Et d'ajouter devant la Chambre des Communes : « Bien trop souvent, le gouvernement israélien a fermé les yeux sur cette situation ; pire encore, certains de ses membres ont tenu des propos et pris des mesures

visant à soutenir le déplacement forcé des Palestiniens. ». Et, bien évidemment, il a aussi rappelé son attachement à l'État colonial sioniste, mêlé, comme de bien entendu, à sa judéité et mis en avant ses liens personnels (sa grand-mère s'est installée dans l'entité coloniale sioniste, après la mort de son grand-père dans un camp nazi) et renouvelé sa bénédiction à la pseudo solution à deux États. Le résultat catastrophique gageons le, des récentes élections locales pour le parti travailliste au pouvoir, a causé la démission du précédent premier ministre Keir Starmer, à cause de la défection de nombre de soutiens à la cause palestinienne et n'est pas pour rien dans ce que l'on pourrait appeler une mini volte-face.

L'entité coloniale sioniste, installée par le Royaume Unie sur la Palestine à partir de 1917 avec la Déclaration Balfour, a répondu aux sanctions de Londres et des onze autres pays occidentaux en fermant le consulat britannique à Jérusalem et en interdisant à 12 responsables britanniques de poser le pied sur le sol de la Palestine colonisée. Le ministre sioniste Gideon Saar évoque une « *ingérence dans les affaires intérieures* » affirmant haut et fort, une nouvelle fois, la volonté sioniste d'annexer la Cisjordanie.

Toutefois, il y a loin de la coupe aux lèvres. La Grande-Bretagne a assuré en privé aux États-Unis que les sanctions envisagées contre les colonies israéliennes illégales en Cisjordanie occupée seraient « *largement symboliques* » et n'auraient « *aucune incidence concrète sur les relations globales du Royaume-Uni avec Israël en matière de commerce ou de sécurité* ». Selon un compte-rendu du 10 Downing Street¹, le Premier ministre britannique Andy Burnham et Donald Trump se sont entretenus par téléphone lundi. M Burnham aurait profité de cet appel pour informer M. Trump que le Royaume-Uni s'apprête à annoncer une interdiction des échanges commerciaux avec les colonies israéliennes illégales en Cisjordanie occupée. Après les menaces des sionistes, Trump a fait les gros yeux, mais personne n'est dupe : qui peut savoir quels sont les produits des colons venant des colonies implantées sur les territoires palestiniens ? Aucun État n'exerce de contrôle à ce sujet et l'État colonial sioniste ne fait aucune distinction dans son étiquetage.

Pour les États de l'UE, sanctions effectives ou pas ?

Malgré l'aspect poudre aux yeux, le Royaume Uni, comme la Norvège, l'Islande et le Canada, va décider effectivement de cette interdiction des importations. Mais, qu'en est-il des pays appartenant à l'Union européenne ? Le *media* Politico a rappelé que la mesure d'interdiction des échanges commerciaux avec les colonies dites illégales, décidée par plusieurs pays de l'UE, demeure juridiquement incertaine au regard du droit de l'Union, le commerce relevant d'une compétence exclusive de cette dernière. Les États membres peuvent effectivement agir « *au nom de la sécurité nationale ou en cas de violation des droits humains et de la démocratie* », mais « *toute mesure prise au niveau national est évaluée afin de vérifier sa compatibilité avec le droit de l'UE* ». Comprendons bien ceci les gouvernements en question sont obligés d'agir mais les sionistes demeurent leurs partenaires, le communiqué commun des douze comprend la reconnaissance des « *intérêts de sécurité légitimes d'Israël* », et réaffirme leur « *condamnation de l'attentat terroriste du 7 octobre perpétré par le Hamas, qui constitue le pire massacre antisémite depuis la Shoah* ».

De la poudre de perlimpinpin

Au total, plus d'agitation que d'effet concret. Selon l'accusation des Britanniques, le gouvernement de l'entité sioniste laisse faire ou ferme les yeux, c'est seulement une tentative d'épargner le prolongement organique de l'impérialisme occidental. Il n'existe aucune volonté de sanction contre l'entité coloniale sioniste elle-même. Rappelons ceci : 90 % des Palestiniens de Cisjordanie qui ont été assassinés depuis près de trois ans, l'ont été par l'armée coloniale d'occupation et non par les colons. L'État colonial sioniste ne laisse pas faire, ne ferme pas les Yeux, il organise l'assassinat des Palestiniens, la dépossession de leurs terres, la destruction de leurs maisons. C'est à lui qu'il faut s'en prendre si l'on veut sincèrement défendre les Palestiniens et faire cesser la colonisation. Tant que cet État colonial existera, la colonisation continuera et avec elle toutes les horreurs qu'elle entraîne.

Du côté des « sionistes de gauche », la réaction de Herzog

Le président de la République coloniale sioniste, Isaac Herzog, membre du parti travailliste, s'était signalé en signant des obus destinés au massacre de Gaza, au début de 2024 et a fait une déclaration dans laquelle il dit, entre autres : « *Aujourd'hui, nous nous attendons à voir des titres annonçant certaines sanctions commerciales britanniques à l'encontre des colonies israéliennes en Cisjordanie. Si cela se produit, et si d'autres nations venaient à se joindre, je crois que cela s'avérera être une grave erreur de jugement, une décision qui se trouvera du mauvais côté de l'histoire. Les sanctions ne sont pas une solution. Le dialogue, lui, l'est. Je m'adresse à tous les gouvernements étrangers : arrêtez. Éloignez-vous de l'impasse des sanctions et des boycotts, et tournez-vous vers un dialogue constructif et vers la coopération.* ».

On va attendre les réactions, en France, de la gauche sioniste, car, quand même, Herzog défend ainsi la politique de Netanyahu. Et « Netanyahu d'extrême-droite » est responsable de tout. Et celles de la gauche non sioniste, parce que Herzog piétine « le droit international et les résolutions de l'ONU ». Nous risquons d'attendre

longtemps. La seule chose certaine, chez les sionistes, on n'en trouve pas un pour rattraper l'autre. De gauche, de droite ou du milieu, tous sont des colonialistes, sionistes, génocidaires.

En France, parmi les génocidaires, nous avons le CRIF, et c'est du lourd !

Le CRIF (Conseil Représentatif des Institutions juives en France) est en réalité une seconde ambassade de l'entité coloniale sioniste ou une antenne permanente du Mossad, il a réagi à l'annonce de ces sanctions dont nous avons montré le caractère minimal, voire inexistant, dans un texte publié le 8 septembre. Nous donnons à lire l'intégralité de ce texte, car il vaut son pesant d'or. Voici d'abord le titre : « *Interdiction du commerce avec les implantations israéliennes : une décision regrettable et inefficace qui ne servira pas la paix.* ».

La couleur étant annoncée, voici le contenu de ce crachat colonialiste : « *Le Crif déplore la décision annoncée par douze pays, dont la France, de vouloir interdire le commerce avec les implantations israéliennes en Judée-Samarie / Cisjordanie. Présentée comme un geste en faveur de la paix, cette mesure produira malheureusement l'effet inverse de celui qu'elle prétend rechercher. Alors qu'elle affirme les défendre, cette mesure frappera en effet d'abord les milliers de travailleurs palestiniens qui sont employés dans les zones concernées. Pour rappel, lorsque l'entreprise SodaStream avait dû fermer son usine sous la pression des campagnes de boycott, des centaines de salariés palestiniens avaient alors perdu leur emploi. Vouloir soutenir une solution diplomatique au Proche-Orient est une chose. Choisir pour cela de pénaliser précisément les îlots de coopération où, malgré un contexte difficile, Israéliens et Palestiniens travaillent côte à côte en est une autre. Cette annonce traduit ensuite une singularisation d'Israël qui interroge. Le monde compte des dizaines de conflits territoriaux, de Chypre du Nord au Cachemire. Combien ont donné lieu à une telle mesure d'interdiction ? Cette focalisation du monde occidental sur le seul conflit israélo-palestinien, qui mobilise une énergie diplomatique sans équivalent, dit moins l'attachement au droit international que le regard particulier porté sur l'État juif. Cette annonce sera en outre sans le moindre effet sur la paix. Comme la reconnaissance d'un État palestinien l'an dernier, cette annonce ne modifiera en rien les paramètres du conflit sur le terrain et relève avant tout de la gesticulation diplomatique symbolique. La paix ne se décrète pas par des sanctions unilatérales : elle se construira par la négociation et la coopération entre Israéliens et Palestiniens. Pour être utile à la paix, la diplomatie devrait agir pour obtenir le désarmement du Hamas et veiller à une position d'équilibre ne faisant pas peser uniquement sur Israël la responsabilité du conflit. Enfin, dans un contexte pré-électoral en France, cette annonce ne manquera pas de renforcer la rhétorique antisioniste de LFI, nourrissant un climat de suspicion et d'hostilité vis-à-vis des Juifs au nom de leurs liens réels ou supposés avec Israël.* ».

On peut d'abord se permettre quelques remarques de vocabulaire. Au lieu d'utiliser le terme de Cisjordanie, employé depuis belle lurette, le CRIF y ajoute le nom, soi-disant d'origine biblique de « Judée/Samarie ». Ce simple ajout vaut adhésion au récit mythologique donc faux, tenu par les sionistes affichant un extrémisme religieux, souvent de façade, avec tout le charabia, Dieu a donné la terre, le peuple élu, etc. sous le regard goguenard de feu David Ben Gourion disait : « Dieu n'existe pas, mais il nous a donné une terre. ». Les fameuses colonies illégales sont appelées systématiquement dans le texte « implantation » par le CRIF.

L'argument des licenciements fait partie de la vieille ritournelle de la propagande sioniste quand il s'agit de combattre le boycott. Mais parler des colonies de Cisjordanie comme des « îlots de coopération » où « Israéliens et Palestiniens travaillent côte à côte » nous laisse pantois et change tellement du discours beaucoup plus cynique et beaucoup plus réel des colons eux-mêmes. Non, les colonies sont des lieux où les colons s'implantent après en avoir chassé les Palestiniens qui y vivaient auparavant, après leur avoir volé leurs terres et détruit leurs maisons. Ils ne côtoient pas les Palestiniens en-dehors des agressions et des assassinats, ils les chassent ou les tuent. C'est du colonialisme de substitution, les colons remplacent les autochtones. Les produits de la terre comme les avocats qu'on peut vendre en France avec l'étiquette « Israël » venant alors de Cisjordanie ne sont pas cultivés ni récoltés par des Palestiniens exploités, mais par les colons et des travailleurs asiatiques surexploités. Passons sur la paix, puisque même s'il parle de préserver la solution à deux États, le ministre Milliband met surtout en avant le nettoyage ethnique évoqué par le CRIF, même pour le nier. Qui ne dit mot consent.

L'insistance à parler de conflit israélo-palestinien et de le banaliser comme un des nombreux autres conflits meurtriers est une donnée majeure de la propagande sioniste. Il n'existe pas de conflit israélo-palestinien. Il y a une guerre coloniale, menée depuis au moins 1948 par des colons essentiellement d'origine européenne contre le peuple originel de Palestine dans le but de les déporter, de les exterminer et de s'installer à leur place, sur leurs terres. Il y a une guerre de libération nationale menée par le peuple palestinien à travers sa Résistance armée pour libérer son pays, de la mer au Jourdain et pouvoir vivre en paix sur la terre de ses parents, de ses grands-parents, de ses ancêtres. La guerre de libération nationale de la Palestine est à la fois unique, différente des natures des guerres impérialistes ou d'agression impérialiste menées dans le monde, et elle est nodale pour l'émancipation des peuples par rapport à l'impérialisme occidental.

Quant à dire que les dirigeants occidentaux font peser uniquement sur l'entité coloniale la responsabilité du conflit, cela devrait faire pousser le nez des rédacteurs du texte bien plus que celui de Pinocchio. A coup de

« Israël a le droit de se défendre », de « 7 octobre antisémite », de « seule démocratie du Moyen Orient » de « apologie du terrorisme » ou encore de « antisémitisme déguisé en antisionisme », les gouvernants et leurs séides des *media*, en France et dans nombre d'États impérialistes occidentaux ont soutenu l'entité coloniale sioniste de bout en bout dans son opération génocidaire qu'ils passent leur temps à nier. C'est assez ingrat de la part du CRIF, quand on sait comment l'État bourgeois français a mobilisé ses forces spéciales de répression, police et justice, réprimant les partisans de la libération nationale de la Palestine, au grand bonheur du CRIF.

Passons aussi sur le leitmotiv du désarmement du Hamas, consistant à priver la Résistance du seul moyen de se défendre. Pour le coup, le CRIF ne ment pas, désarmer la Résistance pour pouvoir « finir le travail » comme l'a dit impunément le grand rabbin de France, est l'obsession de tous les sionistes et de tous leurs alliés, car le caillou dans la chaussure fait décidément trop mal quand il faut descendre des avions, cesser de combattre à distance avec des missiles ou des drones et poser le pied sur le sol de Gaza pour affronter la Résistance. Passons aussi sur l'habituelle instrumentalisation des juifs assimilés par le CRIF à l'entité sioniste, assimilation et instrumentalisation ayant une conséquence, faire augmenter l'antisémitisme. Mais le CRIF n'en a cure, bien au contraire, car cela sert son récit mensonger comme quoi les partisans de la Palestine libre font monter l'antisémitisme.

Enfin, les militants de la France Insoumise peuvent remercier le CRIF faisant d'eux, bien à tort, les parangons de l'antisionisme, malgré leur « *Le Hamas a commis des crimes de guerre* » ou leur « *Bibi et le Hamas sont les deux faces d'une même médaille, celle du sang perpétuel* » et leur adhésion, à l'exception notable de Rima Hassan, comme l'ensemble de la gauche non sioniste à la solution à deux États. Les fascistes sionistes mettent en avant, comme leur adversaire, les colonialistes des bons sentiments. La seule question à se poser est la suivante : le CRIF sait-il qu'à chaque fois qu'il désigne Mélenchon et LFI comme le symbole de l'antisionisme, il leur fait gagner des voix ?

Finalement, le seul moment où le CRIF ne ment pas, c'est quand il parle de gesticulation diplomatique symbolique et dit que, comme la reconnaissance de la Palestine, annoncée avec tambours et trompettes, ces mesures, si tant est qu'elles soient mises en place, n'auront aucun effet sur la situation concrète. Il faudrait de vraies sanctions contre l'État colonial sioniste, rupture des relations diplomatiques, fin de l'approvisionnement direct ou indirect en armes et munitions, arrêt complet du commerce avec les génocidaires. Mais cela n'est absolument pas dans les intentions des dirigeants impérialistes occidentaux, ils donnent vaguement de la voix simplement car le monde entier sait pour le génocide et qu'une partie de plus en plus importante des populations de leurs pays s'en émeut.

Opération « Déluge d'Al-Aqsa » : on nous ressort la fable « Ils savaient »

La révélation faite à Naftali Bennet

Il y aura bientôt des élections générales dans l'entité coloniale sioniste et les adversaires de Netanyahu lance tous azimuts des attaques contre lui sur le thème : « *Pour le 7 octobre, Netanyahu savait tout et il n'a rien fait* ». L'un de ceux, en campagne contre lui (une vaste coalition de sionistes allant de la gauche à la droite), le réactionnaire Naftali Bennet, ancien premier ministre, a appris par *Haaretz* que le chef des Émirats Arabes Unis aurait averti Netanyahu dix jours à l'avance de l'imminence d'une attaque venue de Gaza. D'habitude la fable se décline sous la forme : les services secrets égyptiens auraient prévenu leurs homologues sionistes. Mais, incriminer les chefs du Mossad ou du Shin Beth n'a aucune utilité dans la campagne électorale, le seul et unique coupable doit être Netanyahu.

Et voila Bennet se déchaînant. Il accuse Netanyahu d'assumer une « *responsabilité personnelle et directe* » pour les échecs ayant conduit à l'attaque. Il a qualifié la réponse de Netanyahu de « *négligence criminelle* », affirmant qu'il n'a pas « *prévenu les responsables des services de sécurité* », ni « *préparé Israël à une attaque* », ni « *convoqué le cabinet* ». Au lieu de cela, il a déclaré que Netanyahu « *alimentait le Hamas* », en transférant davantage d'argent, en promettant des effectifs supplémentaires et en poursuivant une politique de « *rachat d'une paix temporaire tout en se soumettant à la terreur* ». Déclarant ensuite Netanyahu : « *tellement absorbé par sa propre conception* » que même les avertissements des dirigeants régionaux n'avaient pas réussi à changer son approche. Il a enfin souligné Netanyahu : « *ne peut plus continuer à exercer ses fonctions une minute de plus* » et a accusé le gouvernement de bloquer la création d'une commission d'enquête « *par crainte de révéler la terrible vérité* ».

Il n'est pas nécessaire d'être un grand expert *es* sionisme ni *es* Proche Orient pour comprendre qu'il s'agit là d'une bagarre politicienne en vue des élections prochaines.

Une position classique coloniale

Or nous savons, outre la question électorale interne, ce qui motive ce genre « d'information » pour les colonialistes. Pour l'expliquer, le mieux est de laisser la parole à la Résistance palestinienne. Selon un

communiqué des brigades Al-Qassam (branche armée du Hamas) destiné à expliquer en détail le déroulement de l'opération, à propos des affirmations de ceux (déjà) suggérant que la direction sioniste savait et avait laissé faire : *« Suggérer que l'entité sioniste a laissé faire ou que Netanyahu était au courant implique que les forces de la résistance palestinienne n'auraient pu réussir par elles-mêmes sans une forme de permission des sionistes est, en outre mélangé. Cette théorie du complot relève, par essence, d'une arrogance coloniale et raciste. Elle réduit les Palestiniens à des êtres incompetents, incapables de vaincre leur occupant grâce à leur propre intelligence, discipline, courage, planification et capacité militaire. Lorsque les Palestiniens font preuve de leur propre capacité d'action et de leur puissance, même en subissant un siège brutal, des bombardements et des sanctions, les mentalités coloniales cherchent désespérément à y voir la main des sionistes ; car admettre que les Palestiniens ont surpassé l'occupation terroriste réduirait en miettes la mythologie qu'ils ont mis des décennies à bâtir. Comme si la force d'occupation terroriste sioniste n'avait pas été humiliée le 7 octobre. Comme si les Palestiniens ne pouvaient accomplir un tel exploit que parce que leur occupant l'avait secrètement autorisé. Non. Les Palestiniens possèdent leur propre capacité d'action, leur intelligence, leur savoir-faire militaire, leur stratégie et des compétences d'ingénierie de haut niveau... Leur dénier cette capacité d'action, simplement parce que les sionistes ne supportent pas l'idée qu'un peuple occupé puisse surpasser et déjouer la force d'occupation, relève du racisme colonial. ».*

Eh oui, la Résistance palestinienne a déjoué la force d'occupation sioniste, soutenue par des milliers de milliards de dollars, des armes nucléaires et une protection mondiale. Et non, les sionistes n'ont pas laissé le 7 octobre se produire ; l'entité sioniste génocidaire, dans toute son arrogance, a été humiliée, et elle ne peut l'accepter. Un autre passage du même communiqué permet un lien avec la situation actuelle au sein de l'entité sioniste : *« Alors, pourquoi ces mensonges sont-ils propagés ? Parce que les libéraux sionistes ne s'opposent pas au génocide. Ils s'opposent aux dégâts qu'il cause à leur image. Ils veulent le départ de Netanyahu, non pas parce qu'il est un criminel de guerre, mais parce qu'il est devenu un handicap pour l'image qu'ils cherchent à vendre au monde. Ils veulent le remplacer par un gouvernement d'opposition qui poursuivrait le siège, le déplacement forcé et l'extermination des Palestiniens, mais avec une meilleure communication. Et Haaretz joue son rôle en cherchant à redorer l'image de l'opposition sioniste génocidaire, qui ne diffère en rien du Likoud terroriste. ».*

Pourquoi la « gauche » française relaie-t-elle « Netanyahu savait » ? La position héritée de Voltaire

Le problème, les libéraux sionistes et les sionistes de gauche ne sont pas les seuls à relayer ces billevesées. La gauche non sioniste, celle que nous qualifions de « colonialiste des bons sentiments », fait de même. Le problème, chez nous, sur les réseaux sociaux, elle relaie « ad nauseam » ces élucubrations électorales y croit dur comme fer gratifiant des « On vous l'avait dit » en forme de cocoricos triomphants. Non seulement la gauche tombe dans le panneau, ressort sur les réseaux ses vieux démons (Netanyahu et le Hamas) emboîtant le pas de Bennet.

Bien sûr, c'est lié à sa ligne consistant à ne pas critiquer le sionisme en général, ne surtout pas demander le démantèlement de l'entité coloniale sioniste, mais de tout se fixer sur un ennemi quasi unique : Netanyahu d'extrême-droite en réservant des miettes pour Ben Gvir et Smotrich. Mais ce n'est pas la raison profonde. Ce qui explique à la fois cette ligne et le relais massif de l'idée « Netanyahu savait et a laissé faire », c'est que, dans leur grande majorité, les gens de « gauche » refusent d'analyser correctement la situation coloniale en Palestine. Et la raison en est simple, ils sont indélébilement marqués par l'héritage idéologique de la colonisation, de l'impérialisme français, des « Lumières » de Voltaire. Leur position consiste à dénigrer le Hamas ou la Résistance armée, expliquant aux Palestiniens qui doit organiser la résistance et comment. Toujours les mêmes parlent de paix et non de libération nationale de la Palestine. Les mêmes parlent de « solution à deux États » permettant de facto le maintien de la colonisation. Les mêmes, encore parlent de « complicité » des impérialistes occidentaux et non de leur implication directe dans la colonisation.

Pourquoi la « gauche » française relaie-t-elle « Netanyahu savait » ? Changer le sens du 7 octobre 2023

L'action de la Résistance, le 7 octobre 2023, a permis de « sortir la poussière de sous le tapis », de remettre en exergue la cause palestinienne et que des millions de travailleurs dans le monde découvrent ou redécouvrent la question coloniale et la lutte armée contre les créatures de l'impérialisme occidental à travers le symbole de la Palestine. Malgré toutes les horreurs qu'elle subit, la Palestine est, en France comme ailleurs, le miroir révélateur de l'adhésion de beaucoup de politiciens, intellectuels, syndicalistes au système capitaliste, au stade impérialiste, à la vision dominante occidentale baptisée sous le nom usurpé de « Lumières ».

Or la position « Netanyahu savait et a laissé faire » change le sens de l'opération « Déluge d'Al-Aqsa » et la réduit à une « combinazione » de la direction sioniste, cela revient à dire, non pas qu'elle a permis au monde de comprendre le sionisme mais qu'elle a permis aux sionistes de massacrer Gaza. L'argument des compradores de Ramallah est repris là par notre gauche.

Pourtant, le communiqué évoqué plus haut, toujours dans l'idée de documenter la journée du 7 octobre 2023, cite les paroles d'Izz al-Din al-Haddad, membre du Conseil militaire général des Brigades Al-Qassam, tué au combat par les sionistes : « *Nous avons saisi des informations nous révélant les plans de l'ennemi et le calendrier d'une guerre dévastatrice contre la bande de Gaza, quelques jours avant le 7 octobre. Le plan de l'ennemi consistait à lancer une attaque aérienne surprise visant toutes les factions de la résistance, suivie d'une offensive terrestre massive et destructrice. L'opération "Déluge d'Al-Aqsa" est une opération militaire préventive. L'unité de renseignement et de sécurité d'Al-Qassam a piraté l'un des serveurs de l'Unité 8200 des forces d'occupation (IOF), accédant notamment aux réseaux terroristes du Shin Bet et du Mossad. Ils ont réussi à pénétrer ce qui est considéré comme les systèmes de renseignement et militaires les plus protégés et les plus lourdement fortifiés au monde, saisissant ainsi des informations et des documents appartenant à l'occupation.* ». Et, cela, Haaretz n'en dit mot, pourtant, on peut dire que la donne en est sacrément changée.

Nous-mêmes avons relayé et relayeront probablement encore des articles de Haaretz, seul journal de l'entité sioniste à défendre un point de vue différent et à aller à la pêche aux informations. Mais cela ne nous fait pas oublier que Haaretz reste dans le monde sioniste. Si Gideon Levy critique fortement le notion de peuple élu ou la victimisation de l'agresseur colonial sioniste, la rédaction de Haaretz est majoritairement composée de gens ne remettant absolument pas en cause l'existence de l'État colonial sioniste et qui, pour ce qui est des élections à venir, a choisi son camp.

En conclusion

A la lumière de tout cela, nous voyons bien en quoi la gauche française et avec elle une part non négligeable des gens pensant défendre la Palestine, en relayant « Netanyahu savait » ont une position coloniale. Pour défendre la Palestine, il faut être les porte-voix de celles et ceux que l'on veut effacer. Et, donc, il faut dénoncer, certes, dénoncer les bombardements n'ayant jamais cessé, la destruction systématique des habitations à Gaza, un modèle qui ressert au Sud du Liban, dénoncer la torture dans les prisons, dénoncer le commerce avec les colonies sionistes en Cisjordanie occupée, les Bédouins chassés de chez eux dans le Néguev occupé et l'occupation et la colonisation de la Palestine, en général. Et dénoncer aussi toutes les personnes publiques favorables au génocide est une nécessité, afin que chacune d'elles et chacun d'eux ne puisse continuer à afficher des positions favorables à l'État colonial sioniste. Mais dénoncer ne suffit pas. Surtout, il ne faut pas considérer le peuple Palestiniens et sa Résistance comme des victimes, quelle que soit l'ampleur de l'oppression qu'ils vivent et supportent, mais comme un peuple construisant sa propre libération nationale. Il ne faut pas en rester aux explications de notre « gauche » bien-pensante sur la soi-disant « paix juste et durable » elle n'est rien d'autre que la paix coloniale et ne remettant jamais en doute l'existence de l'État colonial sioniste, autant dire la poursuite de la colonisation.

Quant un militant se pensant solidaire de la Palestine dit « Vous voyez, Netanyahu savait, on vous l'avait dit ! », en emboîtant le pas aux « libéraux sionistes », cela relaie, de manière évidente, l'idée que les Palestiniens n'étaient pas capables d'organiser tous seuls une opération militaire aussi réussie et il a forcément fallu que les sionistes les aident. Cela révèle donc, encore plus peut-être que d'autres brillantes idées de la « gauche » sur la question palestinienne, une impossibilité de s'extirper de la matrice colonialiste. Quiconque dénonce Netanyahu parce qu'il savait et a laissé faire adopte une position coloniale et suprémaciste, une défense, involontaire peut-être, de l'impérialisme français et de son récit des « Lumières ». Voilà, une nouvelle fois mise à nu, la raison fondamentale pour laquelle le mouvement de solidarité avec la Palestine libre est moins important en France que chez nos voisins : le poids de notre propre histoire coloniale, vaguement dénoncée mais jamais remise en cause.

Nous le disons à nouveau ; les Résistants palestiniens combattent le même ennemi nous opprimant : l'impérialisme occidental. Leur victoire serait un signal fort pour notre propre émancipation. Un peuple luttant pour sa libération nationale, contre une créature des impérialistes occidentaux, lutte aussi contre la colonisation et ses présupposés idéologiques qui gangrènent aujourd'hui l'ensemble de la « gauche » française.

Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, le combat de la Résistance palestinienne, qui affronte directement la pointe avancée de l'impérialisme occidental est vital pour les prolétaires de l'ensemble de la planète ; les Palestiniens sont un peuple acteur de sa propre histoire, en lutte contre le sionisme, l'impérialisme et la réaction, pour sa libération nationale, un long combat dont nous devons reconnaître la centralité et le caractère stratégique pour notre propre émancipation.

(1) La résidence du premier ministre britannique, équivalent de l'hôtel Matignon en France.